

## Réponse d'apprentissage et managériale

- **Titre de l'évaluation :** Evaluation à mi-parcours du programme DGD 22-26 d'Oxfam au Niger
- **Titre du programme :** « Lutter avec les femmes contre les inégalités et pour la justice socio-économique dans les systèmes alimentaires »
- **Commanditaire :** Oxfam

Préparé par:	Elhadji Ousmane Maman Salissou, Ibrahim Ado Abdourahamane (Oxfam-au-Niger)
Approuvé par:	Abdou Mounkaila Moussa (Oxfam-au-Niger)

### **1. Réponse générale à l'évaluation**

Conformément aux dispositions prévues dans le cadre de la mise en œuvre du programme DGD 2022-2026, une évaluation à mi-parcours devait être réalisée à la fin de la troisième année d'exécution (fin 2024). Ce processus a été officiellement lancé lors d'une réunion de cadrage organisée début novembre 2024, réunissant les équipes responsables des programmes pays (Burkina Faso, Mali, Niger), le consultant principal et ses représentants nationaux, ainsi que l'OBE.

Cette réunion a donné lieu à un **rapport de démarrage** précisant la méthodologie retenue, le plan de participation (répartition des équipes), le calendrier de travail et les outils de collecte de données à utiliser dans les trois pays. Un dossier partagé sur Box, créé par l'OBE, a permis de centraliser l'ensemble de la documentation relative à la mise en œuvre du programme.

Une **formation en ligne** a été organisée pour les enquêteurs des trois pays sur l'utilisation du logiciel CTO Survey, choisi pour uniformiser la collecte et le traitement des données.

Pour le Niger, l'échantillon proposé par le consultant couvrait quatre des six communes d'intervention : Matamèye, Dakoussa, Bermo et Gadabedji, excluant la région de Diffa. À la demande du consultant, Oxfam et ses partenaires ont déployé un agent terrain dans chacune des quatre communes afin d'accompagner les enquêteurs durant leurs visites, réalisées entre le 28 décembre 2024 et le 8 janvier 2025. Un groupe WhatsApp a été créé pour assurer le suivi en temps réel, et des vérifications régulières ont été effectuées sur le serveur afin de garantir la concordance entre les données soumises et les informations communiquées.

La phase terrain s'est déroulée conformément aux prévisions : 239 questionnaires administrés sur 245 prévus, réalisation des focus groupes et des rencontres avec les services techniques et autorités communales. Toutefois, il convient de noter que les rencontres avec les responsables des structures partenaires n'ont pas été organisées par le représentant du consultant. Une réunion de restitution s'est tenue le 24 janvier 2025 au bureau d'Oxfam pour compléter les informations sur la mise en œuvre globale du programme.

L'évaluation à mi-parcours a permis de couvrir l'ensemble des critères OCDE, mais leur traitement reste globalement limité et insuffisamment articulé avec la théorie du changement et les questions d'apprentissage. La méthodologie adoptée n'a pas pleinement respecté le cadre des questions d'apprentissage et révèle une maîtrise partielle du cadre logique et de la théorie du changement.

L'analyse proposée demeure essentiellement descriptive, avec une profondeur analytique réduite. Certaines thématiques, comme le genre, ont été abordées de manière superficielle, et l'examen du contexte ainsi que de son évolution en lien avec les critères de pertinence et de cohérence reste incomplet. De même, les interactions entre les différentes stratégies et les dynamiques de pouvoir n'ont pas été suffisamment explorées.

Les recommandations formulées, bien que présentes, apparaissent générales et peu opérationnelles, sans hiérarchisation ni priorisation claire, ce qui limite leur utilité pour orienter les ajustements nécessaires. Sur le plan rédactionnel, le rapport présente une structure inégale et une articulation faible entre les différentes parties, ce qui affecte la lisibilité et la cohérence globale. Enfin, si les tableaux fournis apportent des données quantitatives importantes, la couverture géographique, notamment pour le Niger, reste limitée, avec des analyses thématiques peu développées.

## 2. Réponses aux recommandations de l'évaluation

RECOMMANDATIONS	Accord sur les recommandations	Info supplémentaire: actions de suivi et/ou explications	Qui est responsable?	Quand?
Cibler les <b>zones à forte potentialité de lait et de PFNL</b> pour un encadrement des bénéficiaires ciblés dans le résultat	Accord partiel	L'appui aux acteurs des chaînes de valeur tient compte de leurs besoins exprimés à travers les études et analyses réalisées par le programme sur les chaînes de valeur et AGR porteuses (voir les liens ci-dessous). D'ores et déjà, les principaux bassins de production du lait local à savoir Bermo et Mainé Soroa, ont été identifiés et des actions spécifiques envers ces acteurs sont en train d'être menées. A noter que, Bermo constitue la zone pastorale par excellence au Niger et la principale source de moyens d'existence reste l'élevage pour plus de 80% de sa population. L'accompagnement des acteurs de la filière lait se poursuivra avec le suivi des appuis en cash AGR déjà fourni.	Coordinateur du programme (Oxfam)	2025
Au titre du résultat 4, il faudrait initier dans des brefs délais des échanges avec <b>ROOPEN et FUGPN-Mooriben</b> pour (i) disponibiliser la plateforme numérique sur l'état des stocks de proximité des produits agro sylvo- pastoraux locaux (intrants et extrants), (ii) et sensibiliser les acteurs sur les avantages de la certification des produits	D'accord	Depuis février 2025 des dispositions ont déjà été prises pour parachever les conventions de collaboration avec ROOPEN, Mooriben et Agrifocus. Actuellement, une première enquête est déjà faite pour connaître la situation des stocks de proximité qui sera actualisée régulièrement. Les sensibilisations des acteurs-trices des chaînes de valeur ont déjà été faites et un appel à candidature a été lancé pour la certification volontaire des produits qui rempliront les conditions.	Coordinateur du Programme (Oxfam)	Février 2025

<p>Pour aboutir à la finalité du projet qui est de : Lutter avec les femmes contre les inégalités et pour la justice socio-économique dans les systèmes alimentaires, nous recommandons à Oxfam de passer d'une stratégie de bénéficiaires à celle d'acteurs avec les personnes touchées par l'intervention. En effet, aux approches individuelles, il faudrait ajouter un accompagnement pour que les personnes touchées puissent jouer un rôle de mobilisation, de partage des acquisitions de connaissance et de valeurs vis-à-vis d'autres personnes</p>	<p>D'accord</p>	<p>Il faut noter déjà que toutes les interventions du programme s'orientent vers la logique d'accompagnement des acteurs de chaîne de valeur. La première cible de 1000 femmes et jeunes et des 90 organisations est renforcée pour que ce rôle de mobilisation et de partage touche dans un premier temps tous les membres des organisations et les membres des ménages. Des actions de renforcement sont faits également à l'endroit des services techniques et des autorités (formation des formateurs) dans le but d'encadrer les communautés et faire respecter la bonne gouvernance et l'inclusion dans les structures communautaires comme les structures de gestion des ressources productives. Nous allons poursuivre d'appuyer et de renforcer ce partage de connaissance durant cette phase de programme.</p>	<p>Coordinateur du programme (Oxfam)</p>	
<p>Le projet doit poursuivre ses innovations sociales et technologiques, de façon à les maîtriser, les structurer, les capitaliser et les diffuser. C'est le cas par exemple de l'élevage de caprins où une forme de solidarité traditionnelle appelée "Hapanayé" peut être utilisée pour propager les avantages du projet à d'autres personnes non prioritairement touchées. Aussi, une technologie comme celle des bio-composteurs est une véritable innovation au Niger. Il serait intéressant que les micros entreprises qui les développent soient accompagnées pour que cette technologie soit diffusée dans toutes les zones du projet et même au-delà.</p>	<p>D'accord</p>	<p>A la distribution complémentaire des kits caprins, il a déjà été tenu compte de ce besoin de la cible dans les communes de Maine Soroa et N'Gourtî afin de le faire selon l'approche "Hapanayé". Il s'agira dans un premier temps de produire un répertoire des innovations sociales et technologiques portées dans les activités du programme, pour ensuite analyser leur performance et les partager entre les communes d'intervention selon le contexte local.</p>	<p>AGIR PLUS</p>	<p>Mars 2025</p>
<p>Le Programmes doit penser à la valorisation des contributions de façons à reconnaître et célébrer les contributions de chaque partie prenante. Cela peut se faire à l'occasion d'une journée dédiée à la thématique du projet, pour encourager une participation continue et positive. En effet les communes, les groupements, les localités et les personnes touchées, qui ont réussi des avancées</p>	<p>D'accord</p>	<p>Des journées dédiées à la célébration des succès ne sont pas actuellement prévues dans la mise en œuvre de ce programme. Toutefois, il est déjà prévu de faire des témoignages des acteurs ayant réussi surtout pour les appuis AGR en leur ajoutant un autre appui pour évoluer vers des microentreprises. Ces AGR seront ciblées sur la base des critères de performance financière (rentabilité, création de</p>	<p>Coordinateur du programme (Oxfam)</p>	<p>Novembre 2025 à mai 2026</p>

significatives peuvent avoir des témoignages décernés publiquement		valeur ajoutée, etc.) et de performance technique (maîtrise technique, bonne gouvernance). D'autres opportunités seront également saisies comme les travaux de CFW ou les journées de plaidoyer pour adresser ces témoignages aux autorités et services techniques locaux.		
<b>Renforcer la voix politique des femmes et des jeunes dans les espaces AES</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Soutenir les mécanismes de dialogue multi-niveaux entre partenaires nationaux et institutions AES.</li> <li>- Accompagner les OSC dans la formulation de propositions de politique publique adaptées au contexte post-CEDEAO</li> </ul>	D'accord	<p>Au courant de cette phase du programme et tenant compte du contexte politique national, les actions du programme se consacreront à renforcer les organisations des femmes et des jeunes et les structures communautaires dans le leadership et le réseautage.</p> <p>Les organisations faitières seront accompagnées pour apporter leurs contributions dans a formulation des propositions de politique publique. Oxfam au Niger souhaite travailler avec les autres programmes DGD au Sahel pour renforcer cet aspect dans une prochaine phase.</p>	Oxfam-au-Niger avec les collaborations ROPEN et Mooriben	E2026
<b>Repositionner la stratégique de plaidoyer vers l'AES</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Mandater WILDAF pour conduire une analyse stratégique des dynamiques institutionnelles de l'AES</b>, en y intégrant une grille de lecture genre.</li> <li>- Encourager la constitution d'un <b>groupe de veille et d'influence féministe au sein de l'espace AES</b>, en capitalisant sur les acquis de WILDAF dans l'espace CEDEAO.</li> <li>- Soutenir WILDAF dans l'élaboration d'un <b>mécanisme alternatif de suivi des droits des femmes</b> à l'échelle AES (shadow reports, baromètres, alertes citoyennes).</li> </ul>	Accord partiel	<p>Il est important de développer des actions de plaidoyer dans le cadre de la nouvelle structure régionale AES sur des thématiques d'envergure supranationales. A ce niveau nous sommes d'accord et nous allons renforcer la structuration des groupements AVEC pour évoluer en réseau et les accompagner à adhérer au WILDAF pour faire valoir leurs priorités en matière de plaidoyer. Le programme au Niger s'ouvrira à la collaboration avec les autres pays de l'AES qui travaillent déjà avec WILDAF pour capitaliser ensemble dans la prochaine phase.</p> <p>Cependant, avec les évolutions du contexte politique connus au Niger, nous avons opter de concentrer les actions de plaidoyer au niveau local avec l'élaboration des plan de plaidoyer communaux priorisant des activités de participation des femmes et des jeunes au sein des structures locales de gestion des ressources et aussi de suivre le processus d'élaboration des documents de planification stratégique et opérationnelle (PDC, PIA) afin de faire valoir leurs préoccupations en matière de gestion des ressources productives et de la transformation agroalimentaire.</p>	HED-TAMAT	2025-2026

<b>Renforcer des alliances nationales et transfrontalières</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ancrer WILDAF au sein des plateformes nationales multi-acteurs (par ex. coalitions foncières, réseaux de femmes rurales) pour maintenir la pression politique au niveau des États.</li> <li>- Favoriser des alliances transfrontalières ciblées, par exemple autour de thèmes porteurs (ex. accès au foncier, lutte contre les violences, droits économiques des femmes dans les chaînes de valeur).</li> <li>- Promouvoir la réplication d'expériences réussies dans les trois pays avec un appui régional de WILDAF (rôle de capitalisation).</li> </ul>	D'accord	Comme dans la précédente recommandation, il s'agit de renforcer la structuration des groupements AVEC en réseau et de les accompagner à adhérer à des réseaux nationaux et sous-régionaux (Réseau MMD, WILDAF, etc.) pour porter et partager leurs priorités à l'échelle national, sous-régional, etc. Cet accompagnement doit être privilégié dans le nouveau programme pour une meilleure maturation des organisations des femmes et de jeunes et une atteinte durable des objectifs.	HED-TAMAT	2025-2026
<b>Redéfinition du plaidoyer régional</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Orienter le plaidoyer non plus vers les organes CEDEAO, mais vers les nouveaux pôles d'influence de l'AES : gouvernements de transition, conseils militaires, forums techniques, mécanismes ad hoc.</li> <li>- Utiliser les canaux diplomatiques alternatifs (coopération Sud-Sud, UA, CILSS, ROPPA, alliances sahéliennes) pour porter les revendications des femmes.</li> <li>- Intégrer les préoccupations genre dans les documents fondateurs de l'AES, en s'appuyant sur une mobilisation citoyenne et des notes de position co-rédigées par des OSC femmes.</li> </ul>	D'accord	La structuration des groupements AVEC en réseau et leur adhésion à des réseaux nationaux et sous-régionaux permettra d'adresser des actions de plaidoyer aux instances de l'AES.	HED-TAMAT	2025-2026